

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

COMITE MIXTE D'EXPERTS POUR LES COMPTES BLOQUES

RESTRICTED
MCA/SR/3
27 août 1949
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE
DE LA TROISIEME SEANCE

tenue à Lausanne le samedi 27 août 1949 à 15 heures 30.

Présents :	M. de Azcarate	-	Président
	M. Labbane	-	Membre arabe
	M. Beidas	-	Conseiller
	M. Lifshitz	-	Membre israélien
	M. Arazi	-	Conseiller
	M. Ardstein	-	Expert

Examen du projet de communiqué

Le PRESIDENT soumet à l'approbation du Comité le projet de communiqué suivant, élaboré par le Conseiller économique à la suite des instructions que lui a données le Comité à la séance précédente :

"En réponse à l'appel humanitaire lancé par la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, l'Etat d'Israël et les Etats arabes ont pris les mesures nécessaires pour libérer, en partie ou en totalité, et à la demande des détenteurs, les avoirs dont les titulaires n'ont pas pu faire librement usage par suite des hostilités.

- I. Les personnes pouvant bénéficier de ces mesures sont :
- a) Les Arabes de Palestine qui résident dans les Etats arabes ou en territoire palestinien soumis à l'autorité arabe;
 - b) Les Arabes qui résident en territoire soumis à l'autorité d'Israël tel qu'il est défini par les Conventions d'armistice.

II. Les avoirs affectés par ces mesures sont principalement :

A. A l'heure actuelle:

- 1) Les dépôts en espèces bloqués par les Gouvernements en banque;
- 2) Les dépôts en espèces dont, pour d'autres raisons, les titulaires ne peuvent pas disposer; et

B. Ultérieurement, d'autres titres de propriété mobilière non liquide et les marchandises.

- III. En ce qui concerne les détenteurs d'avoirs bloqués en banque, ils sont avisés que du... au ... ils sont admis à adresser des demandes à ... pour que leurs avoirs soient transférés en partie ou en totalité à la succursale de leur banque la plus proche de leur résidence actuelle. Ces demandes devront être établies sur des formules qui seront distribuées par les banques à compter du ...
- IV. En ce qui concerne les avoirs déposés sous forme de livres palestiniennes, les versements aux intéressés s'effectueront dans la monnaie du pays où se trouve la résidence des titulaires, au taux de change en vigueur à cette date. Néanmoins, les titulaires auront le droit, sur demande expresse, de se faire rembourser en livres palestiniennes.
- V. Les Gouvernements intéressés se sont engagés à ne pas poursuivre les détenteurs d'avoirs à l'étranger qui n'ont pas déclaré ces avoirs avant le ...
- VI. En outre, les Gouvernements intéressés s'engagent à étudier par l'intermédiaire du Comité technique mixte, les mesures nécessaires pour éviter que ces avoirs ne soient soumis, en raison de leur rapatriement, à la double imposition. Les impôts qui seront prélevés sur les sommes mises à la disposition de leurs titulaires ne seront en aucun cas rétroactifs".

Le Président invite les membres du Comité à présenter leurs observations sur ce projet de communiqué.

M. LABBANE estime que, comme le Comité ne dispose là qu'un d'un texte simplement provisoire, il vaut mieux en ajourner l'examen jusqu'à ce que lui-même et ses experts aient préparé des observations complètes sur l'ensemble du texte.

M. LIFSHITZ reconnaît qu'il y aura nécessairement lieu d'introduire plus tard des corrections et des amendements dans ce texte, en tenant compte des délibérations ultérieures. Cependant, à son avis, le Comité devrait profiter de l'occasion qui lui est offerte par la séance actuelle de formuler certaines observations préliminaires.

Les titres de propriété mobilière non liquide et les marchandises mentionnés à l'alinéa B du paragraphe II constituent une nouvelle question dont il faudra discuter ultérieurement

le principe, puisqu'il n'a pas encore été convenu que des marchandises seraient débloquées, et qu'en outre, la question des marchandises se trouvant dans la zone du canal de Suez n'a pas été soulevée.

Au sujet du paragraphe IV, M. Lifshitz apprend, après avoir consulté l'expert israélien, qu'il n'existe aucune loi interdisant aux citoyens d'Israël d'avoir de l'argent en Egypte et que rien ne les oblige à déclarer les fonds qu'ils possèdent dans ce pays. En revanche, les avoirs possédés au Liban et en Syrie rentrent dans une autre catégorie et sont soumis à déclaration. Il convient donc d'observer les distinctions qui existent, du point de vue de la loi israélienne, entre les différents pays, et de tenir également compte des réglementations analogues qui pourraient exister dans les pays envisagés.

M. LABBANE déclare, en réponse au premier point soulevé par M. Lifshitz, que le Comité ayant décidé d'étudier l'une après l'autre les différentes phases du problème, il convient d'aborder en premier lieu la question monétaire dont la solution est extrêmement urgente. A son avis, le moment ne se prête pas à un examen d'ensemble de la question des marchandises.

En ce qui concerne le deuxième point, il préfère attendre l'arrivée de l'expert arabe avant de le discuter.

Le PRESIDENT fait observer que dans le projet d'avis, il est bien spécifié que les avoirs auxquels s'appliquent ces mesures sont principalement "à l'heure actuelle" des dépôts "en espèces" et "ultérieurement" seulement d'autres titres et marchandises. Il se déclare donc d'accord pour que le Comité n'aborde ce point qu'à un stade ultérieur de ses travaux.

En ce qui concerne la question soulevée au sujet du paragraphe IV, le Président insiste sur le fait qu'il s'agit là d'une question purement technique. Le Conseiller économique ne dispose pas à l'heure actuelle de renseignements complets à ce sujet. La question pourra être discutée plus tard, après que les experts l'aient soigneusement étudiée.

M. LABBANE déclare qu'il serait heureux d'écouter toutes les précisions que pourraient apporter les experts au sujet des comptes bloqués par le Gouvernement israélien.

M. ARDSTEIN fait savoir au Comité que dans la majorité des cas les Arabes de Palestine avaient leurs comptes dans des banques arabes. Ils avaient également, dans une faible mesure, des comptes dans des banques internationales, telles que la Barclays et la banque Ottomane, ainsi que dans certaines banques de caractère international qui se trouvent en Israël, comme l'Anglo-Palestine. Les commerçants arabes avaient donc, pour la plupart, des comptes dans les trois banques arabes qui ont transféré leurs avoirs dans des pays autres qu'Israël ou dans la partie d'Israël soumise à l'autorité arabe.

En ce qui concerne le total des avoirs arabes détenus en Israël, M. Ardstein en estime le montant à un peu plus de 1.500.000 livres palestiniennes. Il attire toutefois l'attention du Comité sur le fait qu'il est extrêmement difficile d'établir avec précision le montant global de ses avoirs, car de nombreux comptes commerciaux appartiennent conjointement à des Arabes et à des Juifs et sont au nom de l'un ou l'autre des associés. En réponse à M. Labbane qui a fait observer que le Comité donnait priorité dans ses travaux aux avoirs détenus par des individus, de préférence à ceux détenus par des sociétés, il explique que les sociétés auxquelles il a fait allusion n'ont pas le caractère de sociétés anonymes ou de sociétés enregistrées mais qu'elles constituaient, dans les villes de population mixte par exemple, des sociétés en nom collectif composées d'Arabes et de Juifs. En raison de la difficulté qu'il y aurait de vérifier à qui ces comptes appartiennent, le Comité pourrait peut être décider d'exclure tous les avoirs commerciaux et ne s'occuper que des dépôts et d'épargne privés.

M. LABBANE estime que les travaux du Comité devraient porter exclusivement à l'heure actuelle sur l'aide aux réfugiés.

Quant à la proposition de M. Ardstein au sujet des comptes en participation, il estime que cette interprétation n'est pas conforme aux vues qui ont été exprimées à la dernière séance du Comité.

M. LABBANE souscrit à une proposition que fait alors M. Lifshitz, tendant à ajourner toute discussion sur la nature exacte des comptes en question jusqu'à l'arrivée de l'expert arabe.

En réponse à une question du PRESIDENT, qui demande s'il faut également laisser aux experts le soin de définir les personnes auxquelles s'appliqueront les mesures de déblocage, M. LABBANE déclare que cette question a été déjà tranchée, puisque le Comité a décidé que ces mesures ne s'appliqueraient qu'aux réfugiés. Au cas où les experts, tout en sauvegardant pleinement les intérêts des réfugiés, décideraient d'étendre l'application de ces mesures à d'autres individus, on ne pourrait évidemment que s'en féliciter.

Le PRESIDENT voudrait savoir si le Comité approuve la rédaction du paragraphe I du communiqué.

Après de longs échanges de vues, le Comité décide que le texte du projet de communiqué est suffisamment clair, car il a simplement pour objet de servir de document de travail au Comité et à ses experts, et non de document officiel entre Gouvernements.

Le Comité décide d'attendre l'arrivée de l'expert arabe avant de poursuivre la discussion détaillée de cette question.

En ce qui concerne la question de savoir si le déblocage doit avoir lieu sous forme d'une opération entre les Gouvernements ou sur une base individuelle, M. LABBANE fait savoir au Comité qu'il n'a pas reçu d'instructions de son Gouvernement sur ce point. L'expert qui arrivera prochainement sera muni d'instructions et de documentation par le Gouvernement égyptien. M. Labbane serait cependant heureux de connaître les vues d'Israël à ce sujet, ce qui lui permettrait d'en informer son Gouvernement. Ce dernier pourra alors donner les instructions nécessaires à l'expert.

M. LIFSHITZ déclare que son Gouvernement sera prêt à accepter l'une ou l'autre des procédures; il insiste alors sur le caractère humanitaire des questions en cause.

M. ARDSTEIN annonce qu'il consultera à nouveau son Gouvernement et demandera l'avis de personnalités bancaires qualifiées. Il y aura avantage à définir le genre de comptes auxquels s'appliqueront les mesures. La meilleure méthode à suivre consisterait à faire établir les déclarations par des individus, car il ne s'agit pas seulement de comptes mais aussi de passifs et d'actifs. Cette question pourra d'ailleurs être discutée plus tard avec l'expert arabe.

M. SERVOISE (Secrétariat) indique au Comité qu'une des méthodes consisterait en ce que les Gouvernements intéressés se mettent d'accord sur les modalités générales et qu'ensuite les transactions s'effectuent par l'intermédiaire des banques et de leurs succursales.

Le Comité décide d'inviter le Secrétariat à établir un document de travail indiquant les modalités à suivre pour la mise en pratique des propositions de déblocage.

Le Comité décide en outre de tenir sa prochaine séance le mardi après-midi 30 août.
